



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Hausse des prix de l'énergie

Question au Gouvernement n° 4332

Texte de la question

HAUSSE DES PRIX DE L'ÉNERGIE

M. le président. La parole est à M. Bertrand Pancher.

M. Bertrand Pancher. Monsieur le Premier ministre, aujourd'hui les Français sont seuls face à une explosion du tarif du gaz et des autres énergies ; une hausse de près de 60 % depuis le début de l'année, historique, mais prévisible.

En 2020, nous vous avons déjà alerté sur l'insuffisance du chèque énergie. Vous proposez une revalorisation de 100 euros : c'est peu et bien tardif, d'autant que nous savons tous que les taxes sur les carburants et l'énergie vont, cette année, beaucoup rapporter à l'État. Il faut par ailleurs augmenter le nombre de bénéficiaires, car les classes moyennes souffrent également et c'est injuste.

Le problème tient également à notre retard en matière de rénovation thermique. 7 millions de passoires thermiques sont directement concernées en France : nous rénovons en moyenne entre 300 000 et 400 000 logements par an, alors qu'il faudrait au minimum doubler ces efforts pour atteindre nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, sans compter le restant de notre parc de 33 millions de logements.

Notre groupe avait dit qu'un budget d'1 milliard d'euros par an était insuffisant pour MaPrimeRénov'. Toute l'enveloppe ayant été dépensée, vous l'avez doublée, mais chacun sait qu'il faudrait au moins 5 milliards de plus par an pour parvenir à des émissions nulles dans le logement en 2050.

Nous sommes face à un problème à double tranchant : d'une part, une question sociale, qui impose une réaction immédiate pour aider nos concitoyens ; d'autre part, une question environnementale, qui nécessite une réponse d'ampleur et pérenne dans le temps. Ma question est donc double : allez-vous augmenter significativement le chèque énergie pour ceux qui en ont besoin, et allez-vous engager des moyens beaucoup plus importants pour la rénovation thermique dans notre pays ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe L.T.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean Castex, Premier ministre. Monsieur le président Bernard Pancher... *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

Plusieurs députés du groupe LR . C'est Bertrand !

M. Jean Castex, Premier ministremerci de me poser, à la suite de plusieurs membres de l'Assemblée nationale, cette question très importante qui mobilise le Gouvernement, et en particulier moi-même. Je suis la

situation de très près.

M. Maxime Minot. Merci, Philippe Castex !

M. Jean Castex, Premier ministre . Vous avez raison de rappeler que le prix du gaz continue de monter sur les marchés européens. Il atteint désormais 70 euros le mégawattheure : c'est un niveau historique. Comme l'a rappelé Mme la ministre déléguée chargée du logement, cette situation résulte de la baisse des exportations depuis la Norvège, d'une forte demande de gaz naturel liquéfié en Asie et en Amérique du Sud et d'une réduction des importations de gaz depuis la Russie ; en 2019, la Russie représentait environ 40 % de ces importations. *(M. Loïc Prud'homme s'exclame.)* Ces tensions sont aggravées par le faible remplissage des stocks de gaz européens, même si je souligne devant vous que les stocks français sont remplis à près de 90 %.

M. Loïc Prud'homme. Et alors ?

M. Jean Castex, Premier ministre . Quoi qu'il en soit, il s'agit d'une situation exceptionnelle et probablement conjoncturelle. Elle n'en appelle pas moins une réaction. Je précise que, sur 11 millions de consommateurs de gaz en France, nous estimons que 5,5 à 6 millions de personnes disposent d'une offre à tarif fixe et ne seront donc pas concernés. Mais il en reste beaucoup d'autres : les 2,8 millions de nos concitoyens au tarif réglementé et les 2,2 millions qui, eux, voient leur tarif indexé sur les cours internationaux du gaz.

M. Loïc Prud'homme. Et les primes ?

M. Jean Castex, Premier ministre . Pour faire face à la hausse du prix des différentes énergies, j'ai annoncé, il y a quelques semaines, la création d'un chèque-énergie exceptionnel s'ajoutant à celui que nous avons créé après la crise des gilets jaunes *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM)*, lequel sera versé en janvier ; il s'agit d'une bonification de plus de 100 euros qui sera versée en décembre à près de 6 millions de nos concitoyens. Mais, vous avez raison, cela ne suffit pas.

M. Loïc Prud'homme. Évidemment !

M. Jean Castex, Premier ministre . J'ai donc demandé aux services d'étudier des actions complémentaires qui seront présentées dans les tout prochains jours.

Plusieurs députés du groupe SOC . Ah ! Tout est réglé.

M. Jean Castex, Premier ministre . Quant à MaPrimeRénov', vous avez souligné le succès qu'elle remporte auprès de nos concitoyens pour faire face au défi majeur de l'isolation thermique des logements, lesquels sont une source non négligeable d'émissions de gaz à effet de serre : en somme, vous nous reprochez qu'il n'ait pas été fait avant nous ce que nous faisons aujourd'hui. *(M. Erwan Balanant applaudit.)* 2 milliards d'euros pour MaPrimeRénov' en 2021, et j'ai immédiatement abondé, par redéploiement au sein du plan de relance,...

M. Maxime Minot. ...historique !

M. Jean Castex, Premier ministrel'enveloppe affectée à cette excellente mesure, qui rencontre un grand succès auprès de nos concitoyens.

M. Christian Hutin. Personne n'a rien compris, mais c'est de plus en plus cher.

M. Jean Castex, Premier ministre . Dans le projet de loi de finances pour 2022 qui vous sera soumis, ce montant sera reconduit. J'observe que vous parlez de 5 milliards ; nous verrons, et nous nous adapterons en cours d'année 2022.

M. Christian Hutin. Il y a les élections en 2022 !

M. Jean Castex, Premier ministre . Ce que je constate, mais j'y suis habitué, c'est que l'on nous reproche des dépenses excessives mais que, chaque fois que nous touchons un sujet, on nous en demande de nouvelles.
(*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.*)

Données clés

Auteur : [M. Bertrand Pancher](#)

Circonscription : Meuse (1^{re} circonscription) - Libertés et Territoires

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4332

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [29 septembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 septembre 2021](#)